



Conférence de Leo MICHEL à St. Cyr<sup>1</sup>

Au cours d'une trentaine d'années comme haut-fonctionnaire de carrière, j'ai pu apprécier les bénéfices de notre collaboration transatlantique dans le domaine de sécurité et défense. Mais j'ai vu se produire aussi des malentendus, des manques de cohérence, et parfois des divergences importantes.

Ma dernière visite à St. Cyr a eu lieu en mars 2004, un an après l'invasion d'Irak. L'insurrection sunnite commençait vraiment à prendre de l'ampleur et certains aspects du comportement américain pendant l'occupation—notamment, des incidents scandaleux concernant le traitement des prisonniers—ont porté atteinte à la réputation des Etats-Unis en général et à nos militaires en particulier. La situation en Afghanistan était relativement stable, à part quelques districts dans le sud et dans l'est du pays où la « coalition des volontaires » sous l'égide américaine, Opération Enduring Freedom, menait la soi-disant « guerre globale contre le terrorisme. » A cette époque, la Force internationale d'assistance à la sécurité, la FIAS, sous commandement de l'OTAN, comptait environ 6,500 militaires—autrement dit, une force à peu près équivalent à celle de l'OTAN en Bosnie et nettement inférieure par rapport aux 18,000 militaires de l'OTAN déployés au Kosovo.

En même temps, la relation entre l'OTAN et l'Union européenne était marquée par le soupçon réciproque et par la compétition au lieu de la coopération. Ici et là, on entendait dire que la Politique européenne de sécurité et de défense allait aider l'UE à devenir un « contrepoids à l'hyper-puissance américaine. »

Paradoxalement, certains aspects de la coopération transatlantique—entre nos services de renseignements et de sécurité, nos ministères des finances et de l'économie, nos diplomates, et nos services d'immigration et de douane—a néanmoins progressé pendant cette période. Cette coopération non-militaire a pris plusieurs formes, bilatérales et multilatérales, y compris entre les Etats-Unis et l'Union européenne, et elle a survécu pendant toute la période de tension diplomatique liée à la guerre en Irak. Mais soyons honnête : cette coopération était souvent invisible pour le grand public européen qui devenait de plus en plus sceptique, sinon opposé, à l'égard de la politique américaine.

Or, l'autocritique chez les Américains n'a pas attendu l'arrivée de l'administration du Président Obama. En novembre 2007, une commission de personnalités éminentes issues des deux partis politiques, du monde des affaires, de l'enseignement, de la justice, de l'art, de la

---

<sup>1</sup> Senior Research Fellow, Institute for National Strategic Studies, (National Defense University, Washington, DC). These are his personal views.

science, et du gouvernement, a plaidé pour une nouvelle approche américaine aux affaires internationales dite « smart power », ou puissance intelligente. Voici ce que ce groupe a écrit un an avant l'élection du nouveau président:

*Depuis la création des Etats-Unis, notre pays était prêt à se battre pour défendre les idéaux universels de la liberté, l'égalité, et la justice... Pourtant, les convictions américaines sont de plus en plus en décalage avec le monde. Depuis le 11 septembre, les Etats-Unis ont exporté la peur et la colère au lieu de nos valeurs traditionnelles d'espoir et de l'optimisme... Au cœur du problème, c'est le fait que l'Amérique a fait de cette « guerre globale contre le terrorisme » l'élément central de son engagement international.<sup>2</sup>*

Aujourd'hui, je crois pouvoir vous dire que nous avons tourné la page. Certes, le terrorisme restera un des défis internationaux le plus important du 21<sup>ème</sup> siècle, mais dès son arrivée à la Maison Blanche il y un an, le nouveau président a fait savoir que la lutte contre des extrémistes violents ne devrait plus représenter la totalité de la politique américaine de sécurité nationale. Il a pris soin—par exemple, dans son discours du Caire en juin 2009—de souligner l'importance d'un engagement plus vaste auprès des populations musulmanes diverses, y compris dans l'éducation, la santé publique, l'environnement, le développement économique, la gouvernance, et le respect des droits des femmes. Ainsi, le président évite de parler de « guerre globale contre le terrorisme », une image qui sert à promouvoir l'idée—propagé, paradoxalement, par Al-Qaida—que l'Amérique sera en conflit perpétuel avec le reste du monde, et surtout avec ses populations musulmanes.

Dans son premier voyage en Europe en avril dernier, le président a souligné qu'aucun des grands défis internationaux ne peut être résolu que si nous acceptons à nous écouter mutuellement et à travailler ensemble, à nous concentrer sur nos intérêts communs et non sur nos différences ponctuelles. Et pourtant, de nombreux événements nous rappellent les difficultés à faire traduire cette volonté politique en changement réel.

- Les forces russes, par exemple, sont toujours en Géorgie, ayant redessiné, peut-être durablement, les frontières d'un état voisin qui veut s'ancrer dans les communautés européennes et transatlantiques.
- En Afghanistan, les talibans, Al-Qaida et d'autres forces insurgées ont poussé les Etats-Unis et les alliés de l'OTAN à augmenter leur présence militaire dans le cadre d'une nouvelle stratégie dont l'objectif est de vaincre Al-Qaida et aider les Afghanes à prendre en charge leur propre sécurité et développement.
- En même temps, le gouvernement et la population au Pakistan sont visés par des militants islamiques violents, et l'armée pakistanaise s'est engagée dans des opérations sans précédents pour établir son contrôle sur une partie important du territoire national.

---

<sup>2</sup> [http://media.csis.org/smartpower/071105\\_Csis\\_Smart\\_Power\\_Report.pdf](http://media.csis.org/smartpower/071105_Csis_Smart_Power_Report.pdf) Page 18

- Ailleurs dans l'arc de crise, l'Iran continue de résister aux efforts entrepris en vue de mettre fin à ses activités supposées liées aux armes nucléaires.
- L'Irak, en dépit d'une baisse de violence généralisée, reste volatile et en proie à des conflits politiques et sectaires.
- Le gouvernement du Yémen, soutenu par l'Arabie saoudite, les Etats-Unis, et le Royaume Uni parmi d'autres, fait la guerre à Al Qaida et des tribus qui la soutiennent.
- De même, le processus de paix au Moyen-Orient semble gelé alors que des tensions entre Israël et les Palestiniens menacent d'éclater sans préavis.
- Et il ne faut pas oublier non plus de nombreux conflits armés et crises humanitaires à travers le continent africain.

C'est dans ce contexte que l'administration Obama commence à publier plusieurs rapports stratégiques préparés à la demande du Congrès, dont deux, la « Revue quadriennale de défense » (*Quadrennial Defense Review*, ou tout simplement la QDR) et la « Revue des systèmes de défense contre des missiles balistiques » (*Ballistic Missile Defense Review*) viennent d'être publiées.

La QDR est l'examen global de la stratégie et des priorités en matière de défense réalisé par le Pentagone et destiné à servir de support aux projets budgétaires à long-terme. Un élément essentiel de la QDR est sa perspective sur les menaces et opportunités liées à l'environnement stratégique actuel et futur. Il y a dix mois, au début de cette revue, des membres importants de l'Administration et des officiers militaires de haut rang ont énuméré cinq défis clés qui influencent l'environnement stratégique :

- la montée de l'extrémisme violent ;
- la prolifération d'armes de destruction massive ;
- la redistribution des pouvoirs à l'échelle internationale (par exemple, la montée en puissance de la Chine et de l'Inde) ;
- les états faillis ou en faillite ;
- et les tensions croissantes sur la scène mondiale, dues en partie à la compétition pour les ressources naturelles et aux effets du réchauffement climatique.

Ces défis à long-terme sont aggravés par d'autres facteurs comme la crise économique mondiale, l'importance croissante du « cyberspace » et les vulnérabilités qui y sont liées, et la prolifération de technologies menaçant la stabilité mondiale.

À cette énumération presque décourageante de problèmes s'ajoute le fait que les États-Unis restent engagés dans des conflits en Afghanistan et en Irak, sans parler d'autres crises en gestation – liées à la question de l'armement nucléaire en Iran et en Corée du Nord – qui pourraient dégénérer à tout moment de manière imprévisible. D'après Michèle Flournoy, la sous Secrétaire de la défense qui a dirigé la QDR, le Pentagone devait rééquilibrer ses programmes et penser autrement la nature de la guerre du futur, la taille et la structure des forces armées, et la façon de gérer le risque stratégique selon les priorités en jeu.

Simultanément, elle reconnaît l'importance grandissante d'acteurs militaires non étatiques de plus en plus puissants, et la disparition de la distinction stricte entre la guerre conventionnelle opposant deux armées et la contre-insurrection. Dans un environnement caractérisé par des conflits « hybrides » persistants qui combinent à la fois des aspects de guerre conventionnelle et de contre-insurrection, les forces militaires ne peuvent remporter seules un succès stratégique. Par conséquent, comme Mme. Flournoy le rappelle, l'effort global de défense doit être intégré dans une approche globale – impliquant, entre autres, des dimensions diplomatiques, économiques, de renseignement et d'aide au développement – afin d'atteindre les objectifs de sécurité nationale des États-Unis.

Les hauts gradés américains semblent arriver aux mêmes conclusions. Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Casey, insiste sur le fait que la première responsabilité de l'armée est de « gagner les guerres dans lesquelles nous sommes engagés ». Il considère lui aussi que les conflits futurs impliqueront probablement les forces américaines dans des conflits avec des acteurs non étatiques ayant des armes de plus en plus sophistiquées et des compétences en guerre de l'information. Selon le général Casey, ces conflits ressembleront plus à la guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006 qu'à la guerre conventionnelle de 1991 avec l'Irak.

Le général Mattis, qui gère la transformation des forces américaines pour qu'elles puissent remplir leurs missions futures, prévient que la supériorité technologique américaine est parfois surestimée : elle ne peut se substituer complètement à des forces sur le terrain quand l'objectif est de vaincre une insurrection déterminée.

Même les concepts traditionnels de dissuasion sont maintenant discutés. Par exemple, le général Cartwright, le numéro deux de l'état-major interarmées, a prévenu que la prolifération de technologies dangereuses – telles que des missiles balistiques ou des armes de destruction massive dans les mains de gouvernements malavisés ou de terroristes fanatiques – oblige les États-Unis à reconsidérer le meilleur moyen à employer afin d'éviter un conflit qui pourrait se terminer au bout de quelques minutes sans nécessairement franchir le seuil nucléaire.

L'idée directrice de la QDR est de mettre l'accent sur les types d'équipements, de programmes et de capacités nécessaires pour protéger les troupes américaines et poursuivre les conflits hybrides en cours en Irak et en Afghanistan. Cela se traduira par des efforts pour renforcer le soutien des hélicoptères, le transport aérien, les véhicules blindés résistant aux mines, l'équipement de protection individuelle, le matériel de renseignement, de surveillance

et de reconnaissance (notamment des drones), ainsi que pour améliorer la formation et l'entraînement militaire.

Une augmentation des forces terrestres au-delà du niveau autorisé par le Congrès vers la fin de l'Administration Bush semble être inévitable, en particulier pour donner des capacités supplémentaires au commandant des forces spéciales très impliquées dans l'entraînement des forces militaires étrangères. En même temps, le Pentagone devra recentrer sa stratégie et ses capacités pour prévenir et dissuader de nouveaux conflits tout en se prémunissant contre tout autre risque et contingence.

Ces changements auront un prix, et le secrétaire de la défense Gates a reconnu que le budget du Pentagone, déjà à plus de 670 milliards de dollars cette année (y compris pour les opérations en Irak et Afghanistan) et prévu, selon certaines estimations, d'atteindre environ 740 milliards de dollars l'année prochaine, ne peut plus continuer à augmenter comme auparavant. Comme il le disait à des dirigeants de l'industrie de la Défense en juillet 2009 : « Nous ne pouvons pas espérer éliminer le risque et le danger simplement en dépensant plus – surtout si nous arbitrons mal entre nos dépenses. »

Les conclusions de la revue des forces nucléaires (*Nuclear Posture Review*) prévue pour le premier mars, sont moins claires. Le président veut réduire de manière substantielle les armes nucléaires stratégiques au travers d'un nouveau traité d'armement avec la Russie. Il est pour autant loin d'être évident qu'un changement fondamental de la politique traditionnelle américaine concernant la « triade nucléaire » – missiles mer-sol, missiles balistiques intercontinentaux et bombardiers stratégiques – ait lieu.

Lors de son discours à Prague en avril 2009, le président Obama a déclaré que son Administration « prendrait des mesures concrètes pour aller vers un monde sans armes nucléaires », mais il a rapidement ajouté que « tant que ces armes existent, les États-Unis préserveront un arsenal sûr, sécurisé et crédible pour dissuader tout adversaire et garantir cette défense à nos alliés ». En effet, le débat sur la nécessité de construire de nouvelles têtes nucléaires afin de rendre plus sûr et fiable un arsenal nucléaire aujourd'hui vieillissant, sans reprendre les essais nucléaires, se poursuit au sein de l'Administration et du Congrès. Mais cela n'a pas empêché le secrétaire Gates d'obtenir l'assentiment du président pour commencer à travailler sur une nouvelle génération de sous-marins à missiles balistiques, et pour consacrer 700 millions de dollars supplémentaires cette année à la modernisation des armes et de l'infrastructure nucléaires, un effort qui va continuer dans les budgets prévus d'ici cinq ans. De la même manière, tandis que l'Administration Obama a interrompu certains des programmes les plus futuristes de la défense anti-missile, elle n'a certainement pas entièrement remis en cause le principe même de cette défense antimissile.

Quelles seront les conséquences du « rééquilibrage » de la stratégie de défense américaine sur les relations transatlantiques en matière de défense et de sécurité? A mon avis, la QDR aura l'effet de souligner l'engagement des États-Unis dans l'OTAN et la convergence grandissante entre les alliés nord-américains et européens sur l'importance cruciale, pour réussir les opérations de stabilisation, d'intégrer un large spectre d'instruments civils et militaires dans une « approche globale ». Le fait que le bureau de Michèle Flournoy a

intégré des représentants européens au sein du personnel affecté à la préparation de la QDR témoigne de la volonté du Pentagone de prendre en compte l'avis des Alliés dans la présentation des problèmes aux décideurs américains.

Pourtant, il faut être réaliste. Si la plupart des Européens souhaitent conserver des liens politiques et militaires solides avec les Etats-Unis, le moment unipolaire de l'OTAN est dépassé. D'abord, parce qu'à mesure que le souvenir de la Guerre froide s'estompe, les menaces pesant sur leur sécurité et les outils nécessaires pour y faire face ne sont plus considérés, par beaucoup d'Européens, comme essentiellement militaires. D'autre part, même si les sondages suggèrent que les opinions européennes sont plus favorables aux Etats-Unis, il apparaît que les Européens restent moins confiants qu'il y a dix ans sur la compatibilité des intérêts, de la stratégie et des politiques américaines avec les leurs.

Et les Européens ne sont pas les seuls à remettre en question les hypothèses d'hier. Au cours de l'année passée, d'intenses discussions sur l'avenir de l'OTAN ont été menées au sein de l'influente communauté des « think tanks » à Washington, ces centres de recherches qui reposent sur des experts non-gouvernementaux, y compris des diplomates et officiers militaires de premier rang à la retraite, mais qui fréquentent de près des fonctionnaires et décideurs encore en service. Beaucoup dans cette communauté sont d'avis que l'Afghanistan sera déterminant pour la solidarité et l'avenir de l'OTAN.

Les responsables américains et européens s'accordent généralement pour dire que si l'Afghanistan devenait un pays en déliquescence, les réseaux terroristes s'y installeraient à nouveau, ce qui accroîtrait les menaces en Europe et aux Etats-Unis. Mais à part quelques exceptions, le soutien des Européens en faveur de la FIAS diminue plus vite qu'aux Etats-Unis.

A l'heure actuelle, environ 34,000 des 85,000 militaires de la FIAS viennent des alliés et partenaires européennes, contre environ 46,000 Américains.

Suivant la décision du président américain en décembre dernier d'envoyer 30,000 soldats de plus au cours de cette année, quelques alliés et partenaires auraient promis de renforcer leurs contributions pour un total allant de 5,000 à 7,000 militaires. Pourtant, certains prévoient de réduire, voire de mettre fin, à leur rôle dans la FIAS dans les 18 mois à venir, notamment dans le sud du pays où, contrairement aux attentes initiales, les missions de combat ont fréquemment éclipsé les missions de maintien de la paix et de reconstruction.

Les difficultés de l'OTAN à satisfaire les besoins des forces de la FIAS vont bien au-delà du besoin en hommes. Certains alliés continuent d'imposer des « caveats », c'est-à-dire des restrictions relatives aux modalités et aux lieux d'utilisation de leurs forces par le commandant de la FIAS. Il ne fait aucun doute que les chefs militaires américains, canadiens, britanniques, danois, polonais et néerlandais partagent l'avis du chef de l'état-major français, le général Georgelin, lorsqu'il déclare que « les caveats sont un peu le poison des organisations internationales. »

L'Afghanistan suscite également des questions sur le rôle de l'OTAN dans des missions de stabilisation de long terme. Malgré quelques réticences chez les alliés, les Etats-Unis ont de bonnes raisons de vouloir préserver l'engagement de l'Alliance. Après tout, la capacité des alliés à tenir leurs engagements en Afghanistan sur plusieurs années témoigne de la valeur des structures de l'Alliance dans les consultations, la planification, la prise de décision, les capacités de développement et le soutien mutuel dans des opérations difficiles.

Je veux noter, ici, que les alliés européens et canadiens ont subi environ 40 pourcent des morts en combat en Afghanistan depuis 2001, et six pays—l'Estonie, le Danemark, le Canada, le Royaume uni, le Pays bas et la Lettonie--ont perdu plus de soldats par rapport à leur population que les Etats-Unis.

Toutefois, on se pose des questions.

Est-ce que la décision des États-Unis de renforcer leur présence en Afghanistan permettra de stabiliser la situation au niveau de la sécurité? Est-ce que cette décision risque de justifier la perception grandissante en Europe qu'il s'agit d'une guerre « américaine », et renforcer par là même les pressions dans certains pays alliés en faveur d'une réduction de leur participation militaire?

La situation précaire au Pakistan pourrait renforcer les tensions au sein de l'Alliance. En contraste avec les Etats-Unis, les Européens ne semblent pas prêts à envisager une pression militaire sur les insurgés présents au Pakistan en dépit des problèmes évidents posés à la FIAS. De plus, à quelques rares exceptions, la plupart des Européens ne sont pas prêts à renforcer leurs liens politiques, économiques et de développement relativement limités qu'ils entretiennent avec le Pakistan. Si cette hésitation peut se comprendre, elle comporte néanmoins un risque. Certains Européens pourraient tenir Washington pour responsable en cas d'effondrement du Pakistan.

L'engagement croissant de l'OTAN en Afghanistan a soulevé, dans plusieurs capitales européennes, des questions relatives à la stratégie d'ensemble de l'Alliance et à ses priorités. Plus particulièrement, l'attitude de la Russie en Géorgie et les déclarations d'intention menaçantes telle que la promesse de Medvedev de « protéger la vie et la dignité des citoyens russes, où qu'ils se trouvent » ont recentré l'attention sur le rôle de défense collective de l'OTAN.

Certes, la Russie ne représente pas le même type de menace existentielle posée par l'Union soviétique et aucun gouvernement allié ne défend ouvertement un retour aux modèles de la guerre froide pour défendre son territoire. Mais certains alliés, et notamment ceux qui sont les plus proches de la Russie, ce qui n'est pas surprenant, cherche à avoir confirmation de la capacité de l'OTAN à tenir ses engagements sur la défense collective. D'autres alliés, plus éloignés de la Russie mais bien conscients de leur dépendance à l'égard de ses exportations énergétiques, se montrent moins inquiets pour leur sécurité territoriale.

Washington doit être sensible aux inquiétudes de ces deux groupes, mais nous avons aussi nos préoccupations stratégiques, telle que la coopération russe sur les questions de non-

prolifération, le bon fonctionnement d'un réseau logistique pour nos forces en Afghanistan qui passe par la Russie, et un nouveau traité sur la réduction des armes nucléaires stratégiques pour remplacer le traité START, qui a expiré le 5 décembre.

Il y a un autre défi stratégique dont on ne parle que rarement à l'OTAN, et c'est Iran. Les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique auraient découvert des informations crédibles qui indiquent que l'Iran a travaillé non seulement sur l'enrichissement de l'uranium mais aussi sur le dessin et l'éventuelle fabrication d'une arme nucléaire qui pourrait être montée sur le Shahab 3, un missile déjà déployé avec le garde révolutionnaire et capable d'atteindre le territoire de l'OTAN. La France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis poursuivent une solution diplomatique pour convaincre l'Iran de suspendre cet enrichissement et de divulguer son travail sur la fabrication des armes, mais Téhéran semble résolu à persister avec ses programmes nucléaires.

Il est nécessaire d'essayer la diplomatie, mais tôt ou tard, je crois que l'OTAN devra réfléchir sérieusement aux moyens de contenir l'influence d'un Iran nucléaire et de réfléchir à la meilleure façon de protéger son territoire et sa population, ainsi que ses intérêts dans la région. Aux États-Unis, on prend au sérieux le risque qu'un Iran nucléaire va encourager d'autres pays – comme l'Égypte, l'Arabie saoudite, ou notre allié la Turquie – à considérer s'ils doivent acquérir une capacité nucléaire aussi. Et cette prolifération ne peut qu'augmenter le risque d'accidents, de mauvais calculs, ou de scénario catastrophe tel que une arme ou des matières nucléaires ou radiologiques tombant aux mains des terroristes.

J'accepte que l'Iran soit une question difficile pour l'OTAN, car il n'y a pas encore de consensus chez les alliés sur l'urgence de cette menace émergente et l'OTAN, à certains égards, demeure préoccupée avec l'Afghanistan — mais je pense que cette question gagnera en importance dans les prochains mois.

Sans minimiser ces défis, je tiens également à souligner certains développements positifs, dont la décision prise lors du sommet de Strasbourg-Kehl pour revoir le concept stratégique de l'OTAN. Les alliés acceptent la nécessité de réexaminer les rôles et les missions de l'Alliance au 21<sup>ème</sup> siècle et d'adapter ses capacités et ses structures. Ce n'est certainement pas un processus simple, et il n'est pas garanti que les alliés aboutissent à un consensus sur tous les sujets, mais je pense que le processus — qui implique les gouvernements, les parlements et leurs publics d'une manière sans précédent — peut être très bénéfique.

Prenons, par exemple, la question de l'"approche globale" aux opérations de l'OTAN. Cette approche reflète des leçons difficiles des Balkans, de l'Irak, et de l'Afghanistan. En particulier, l'approche globale met l'accent sur la nécessité d'une bien meilleure relation entre l'OTAN et l'UE, car les capacités civiles de l'Union — l'encadrement de la police, les experts judiciaires, les experts de l'administration publique et des douanes, pour ne citer que quelques exemples — sont des outils vitaux à déployer lors d'opérations de prévention ou de gestion de crises.

A vrai dire, la coopération entre l'OTAN et l'UE fonctionnait mieux en pratique qu'en théorie vers la fin de l'administration Bush. Au Kosovo, la KFOR de l'OTAN avait entamé

une coopération étroite avec la mission EULEX de l'Union qui compte près de 1900 officiers de police, juges, avocats et douaniers. D'ailleurs, en vertu d'un accord sans précédent d'octobre 2008, une centaine d'Américains travaillent au sein d'EULEX dans la formation de la police kosovare.

En Afghanistan, environ 300 formateurs de police de la mission EUPOL travaillent de façon informelle avec la FIAS.

Dans ce contexte, plusieurs membres importants de l'Administration Obama, y compris le secrétaire de la défense Gates, veulent promouvoir une coopération plus efficace entre l'OTAN et l'UE. A mon avis, un des objectifs principaux des États-Unis en accueillant favorablement la décision de la France de « prendre toute sa place » dans les structures militaires de l'OTAN, et en suggérant qu'un officier européen – le général français Stéphane Abrial – prenne la tête du Commandement allié pour la Transformation (*Allied Command Transformation, ou ACT*) était d'encourager une relation beaucoup plus proche, pragmatique et efficace entre l'OTAN et l'UE.

D'ailleurs, on commence à voir les bénéfices de cette politique, dont l'importance substantive était souvent moins appréciée que ses aspects symboliques. A part le général Abrial à l'ACT et le général Stoltz, aujourd'hui commandant du quartier général de l'OTAN à Lisbonne, une quinzaine d'officiers généraux français assumeront des postes importants dans les structures militaires de l'Alliance. D'ici trois ans, environ 1200 officiers et sous-officiers français seront impliqués dans la planification à tous les niveaux, une situation qui a bien évolué par rapport à la précédente où les militaires français ne pouvaient que réagir à la planification faite essentiellement par d'autres.

A Norfolk, le général Abrial et sa nouvelle équipe apportent une nouvelle perspective européenne et, pourquoi pas, française au développement de la doctrine et des capacités, à l'analyse et l'intégration des retours d'expérience des opérations en cours vers la formation et l'exercice des forces. Il a orienté les travaux d'ACT pour apporter un avis militaire au Groupe d'experts qui travaillent sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN, et son état-major a mis au point des mécanismes permettant une meilleure collaboration avec le plus d'industriels possibles, de manière équitable et transparente. Et il a fait progresser la création des réseaux pratiques sur l'approche globale, par exemple, avec un réseau virtuel expérimental (le « *civil-military overview* ») qui permet à l'OTAN et ses partenaires de rassembler et disséminer toute information relevant, civile et militaire, sur des opérations de gestion de crise parmi les acteurs de la communauté internationale. Et c'est dans ce contexte que l'ACT commence à nouer des contacts et interfaces pratiques avec un ensemble d'acteurs de l'UE, y compris l'Agence européenne de la défense et l'état-major militaire de l'Union.

Heureusement, la plupart des Européens ne contestent plus l'argument en faveur d'une coopération plus étroite entre les deux organisations, étant données les demandes de déploiement d'opérations adressées aux forces des pays membres et des limitations budgétaires. En même temps, la coopération transatlantique en matière de sécurité ne peut être limitée à la relation OTAN-UE. La mondialisation a brouillé les lignes de démarcation

entre la sécurité extérieure et l'intérieure, et il existe déjà une relation bilatérale forte, qui ne cesse de se renforcer, entre les Etats-Unis et l'UE.

Néanmoins, à mon avis il existe des limites aux relations bilatérales entre les Etats-Unis et l'UE concernant les questions de défense. D'abord, s'il est vrai que 21 des 27 membres de l'UE sont aussi des alliés de l'OTAN, Washington ne voit pas d'intérêt à mettre en difficulté ses relations politiques et militaires avec les quatre alliés qui ne sont pas membres de l'UE en évitant les comités de l'OTAN pour consulter, planifier et lancer des opérations directement avec l'UE. Un deuxième facteur est tout aussi important : la force et l'efficacité de l'OTAN tiennent en partie à ses structures civiles et militaires multinationales dans lesquelles les Américains, les Canadiens, et les Européens se retrouvent côte à côte pour discuter, planifier, décider et mettre en œuvre de nombreuses tâches politiques et militaires. Une relation bilatérale Etats-Unis-UE ne comporterait pas ces structures, et je ne vois pas l'intérêt pour les dupliquer puisqu'elles existent déjà à l'OTAN. Troisième considération: si l'UE envisage sérieusement la création de nouvelles capacités qui peuvent être utilisées de façon autonome, je ne vois pas bien l'intérêt d'encourager une dépendance de l'UE à l'égard des Etats-Unis afin d'accomplir les opérations européennes.

Cela n'exclut pas toute possibilité de coopération modeste et au cas par cas entre Américains et Européens, par exemple, en Afrique, mais ceci ne justifie pas de consacrer les moyens militaires américains à une coopération régulière avec l'UE comme c'est le cas pour l'OTAN.

Dans tous ces domaines, le ton des relations entre les Etats-Unis et l'Europe, et plus particulièrement entre Américains et Français, sera d'une importance vitale.

Ainsi, les Américains seraient obligés de moins de références à leur rôle de « leadership » et de laisser davantage de place à nos alliés européens et de leur accorder une plus grande confiance. D'ailleurs, je crois que le Président Obama et ses principaux conseillers en sécurité nationale semblent prêts à agir ainsi.

En même temps, les dirigeants européens devront être réalistes concernant leurs capacités nationales et leur vision de la défense européenne.

Le président Sarkozy, je crois, a eu raison de rappeler aux Français que l'OTAN n'est pas seulement une alliance entre l'Etats-Unis et l'Europe mais qu'elle est aussi une alliance des nations européennes.

A long terme, une approche qui reflète réellement ce sentiment va renforcer le poids de la France au sein de l'Europe aussi bien que dans ses relations avec les Etats-Unis.

A la fin de ce tour d'horizon incomplet, on peut se demander si nous sommes capables de répondre, dans la durée, à ces défis.

Tout en admettant que je ne suis peut-être pas totalement objectif, je suis impressionné par l'évolution profonde dans notre « establishment » civile et militaire qui traite les affaires de sécurité nationale.

Mais je crois aussi que si l'Europe veut préserver ses liens de sécurité puissants avec son partenaire américain prêt à opter d'abord pour des solutions multilatérales, elle devra saisir cette opportunité. Une rupture de la communauté euro-atlantique en Afghanistan ne serait pas forcément un coup fatal pour l'OTAN, mais elle affecterait sérieusement sa crédibilité à l'intérieure et à l'extérieure de l'organisation. Dans cette éventualité, nous pouvons nous attendre à voir un autre rééquilibrage de la stratégie de défense américaine, moins transatlantique et plus autocentrée.

#####